



HAL
open science

Les crises du_Liban : Quels regards historiques ?

Jean-Marc Fevret

► **To cite this version:**

Jean-Marc Fevret. Les crises du_Liban : Quels regards historiques ?. Historiens et géographes, 2020, 449, pp.42-44. <hal-04633487>

HAL Id: hal-04633487

<https://hal.science/hal-04633487v1>

Submitted on 3 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC 4.0 - Attribution - Non-commercial use - International License

LES CRISES DU LIBAN, QUELS REGARDS HISTORIQUES ?

Alors que j'écris ce texte, le Liban est toujours plongé dans une crise socio-politique qui déstabilise et paralyse le jeu de ses institutions depuis le 17 octobre 2019. Une vague de fond protestataire s'est installée dans les rues et les places de Beyrouth tout en se diffusant sur une grande partie du pays. Son originalité tient au fait qu'elle n'est liée à aucune structure sociale, confessionnelle ou politique particulière. La spontanéité de ce mouvement, son affichage pacifique, sa dynamique transversale au sein de la société libanaise, son rejet en bloc de l'ensemble de la classe politique du pays, sont autant de caractères qui semblent en faire un phénomène global et atypique. Sa mise en perspective historique permet d'en dégager les spécificités tout en relativisant cette atypie.

Le fil des événements depuis la mi-octobre doit être analysé comme une séquence d'accélération du tempo historique : un temps de remise en question d'un ordre, ou d'un désordre, établi. Mais celui-ci s'inscrit dans une trajectoire plus large, où la longue durée est hachée par toute une série de crises qui sont autant de marqueurs de forts déséquilibres structurels.

Le point de départ de cette révolte a été l'annonce d'une taxation sur les communications via les messageries de type *WhatsApp*, soit le premier support de communication au Liban, du premier ministre au chômeur le plus démuné. Cette taxe était censée enrayer la débandade budgétaire produite par le surendettement public (150 % du PIB). Quatre jours plus tard, malgré le retrait de cette mesure, des centaines de milliers de Libanais sont descendus dans la rue pour exiger la fin du système politique ou de sa confiscation par une oligarchie de fait, voire une ploutocratie, héritée. Les deux mots revenant le plus souvent dans leurs slogans étaient et restent ceux de **corruption** et de **clientélisme**.

Comprendre l'effet de l'annonce de cette nouvelle taxe, sur le court terme, c'est aussi rappeler qu'elle faisait suite à **une vague d'incendies qui ont ravagé l'ouest du Liban entre le 14 et le 16 octobre**, soit la veille de cette explosion protestataire. Entre le versant occidental de la montagne qui a donné son nom au pays et la plaine littorale, on a recensé près de 106 foyers et 1200 hectares détruits, du plateau du Akkar au nord à la région de Nabatiyeh et Merjayoun au sud en passant par le Chouf, particulièrement touché. L'essentiel de la réponse à ces feux consista dans l'envoi de canadiens et d'hélicoptères par Chypre et la Jordanie ainsi que dans l'élan de solidarité de la population libanaise.

Face à cette vague de colère, le premier ministre, Saad Hariri, a réagi en déclarant **l'état d'urgence environnemental** et en proposant **un train de réformes**. Celles-ci allaient du gel des impôts à la diminution des traitements et des pensions des hauts responsables politiques, actuels et passés. Cela n'a en rien enrayeré une contestation qui s'est amplifiée et a provoqué la démission de Saad Hariri du poste de président du Conseil, le 29 octobre. La foule a alors demandé la consti-

tution d'un **gouvernement de technocrates**, indépendants des familles politiques habituelles. Une séquence de tractations politiques, très classique, s'en est suivie. Elle répondait au double-objectif d'apaiser la contestation et de mettre en place un nouveau gouvernement. Elle est officiellement arrivée à son terme le 19 janvier 2020 avec la nomination par le chef de l'État, Michel Aoun, d'un nouveau premier ministre, Hassan Diab, et d'un gouvernement de vingt ministres. Deux questions se posent à l'issue, probablement temporaire, de cette solution politique :

- **Quelle légitimité et quelle viabilité peuvent supporter le nouveau gouvernement ?** Son chef, un universitaire de l'AUB (Université américaine de Beyrouth), a dirigé le ministère de l'Éducation nationale de 2011 à 2014. Il a formé son gouvernement à partir d'un **compromis entre le CPL** (le Courant patriotique libre, parti chrétien créé en 1992 par le président de la république, Michel Aoun, et dirigé par son gendre Gebran Bassil), **le Hezbollah** parti islamique chiite (première force politique du pays, créé en 1982, dirigé par Hassan Nasrallah, allié de l'Iran) et **Amal** (historiquement le premier parti se réclamant de la communauté chiite, fondé en 1974 par Moussa Sadr et dirigé par Nabih Berri président du parlement depuis 1992, allié du Hezbollah). D'autres partis ont joué un rôle dans l'élaboration de ce gouvernement, comme les **Maradas** (parti chrétien ancré dans la région de Zghorta au nord du pays, lié à la famille de l'ancien président, Sleiman Frangié [1970-1976]).

- **Quelle légitimité et quelle viabilité peut encore espérer le système politique libanais, relevant du seul régime démocratique dans le Moyen-Orient arabe ?**

La question se pose d'autant plus que la constitution liba-

* Agrégé et docteur en histoire, Laboratoire ACP, Université Gustave Eiffel, 77454 Marne-la-Vallée. Vice-président de la Régionale de l'APHG d'Aix-Marseille.

naïse, mise en place en 1926 pendant le Mandat français, a été amendée à plusieurs reprises. Sa réforme la plus marquante reposa sur les **accords de Taëf**, signés en Arabie saoudite en 1989 et entérinés par le parlement libanais en 1990. Ils ont mis fin à la guerre commencée en 1975 et permis un rééquilibrage chrétiens/musulmans sur la base d'un exécutif complètement bicéphale. Plusieurs courants politiques libanais se sont à l'époque opposés à cet accord signé sous les parrainages saoudien et syrien. On mentionnera : Nabih Berri parlant d'« un accord scandaleux » ; Walid Joumblatt, chef de la communauté druze ; le général Aoun, président intérimaire (et président actuel), exilé en France de 1990 à 2005 ; Raymond Eddé, l'ancien *Amid* (doyen) du Bloc national, réfugié à Paris et parlant d'un **Liban devenu « une colonie syrienne »**.

Cette crise et le jeu des forces politiques du pays doivent être replacés dans une trajectoire chronologique¹. Elle permet d'appréhender **une histoire dont se dégagent plusieurs phases**. Celles-ci ont été produites par les évolutions : du statut géopolitique du Liban, de son économie, des polarisations organisant son paysage politique.

① De 1861 à 1920 : Le Liban est une région autonome de l'empire ottoman, une *moutassarifia*, créée à la suite de massacres de chrétiens dans le mont Liban et à Damas (1860) suivant un statut édicté par les puissances européennes. Ce « **Petit Liban** » est l'aboutissement du jeu de clientélisation français au sein de la **Question d'Orient**. Le féodalisme s'efface à la suite d'une révolte paysanne menée en 1858-1859 par un muletier, le *chabeb cheikh* Tanios Chahine. La *moutassarifia* disparaît avec la Grande guerre.

② De 1920 à 1943 : Un **mandat français de la SDN** crée un « **Grand Liban** » (fixation des frontières, constitution de 1926, recensement de 1932, un haut-commissariat français et des gouvernements libanais censés garantir un équilibre confessionnel)².

③ De 1943 à 1958 : La création du Liban souverain a été scellée initialement par ce qu'on a appelé le **Pacte national** (septembre-octobre 1943). Celui-ci était un compromis entre une composante nationaliste largement chrétienne et une mouvance pro-arabe, majoritairement musulmane et sunnite. Cette phase fut aussi marquée par le triomphe d'une inspiration libérale portée par la pensée de Michel Chiha, l'un des pères fondateurs du pays. Carolyn Gates

parle d'une « **République marchande** »³. Le compromis s'est fissuré en 1958 à l'occasion d'un **début de guerre civile** opposant les partisans du panarabisme nassérien à ceux d'un nationalisme libanais indépendant. La mise en tension de la société par la question israélo-arabe et les effets de la guerre froide s'imposa dans les dernières années de cette période.

④ De 1958 à 1972 : Ce que j'ai appelé le « **moment développemental libanais** »⁴ est d'abord caractérisé par les réformes de la présidence de Fouad Chéhab (1958-1964) et la volonté de créer un État moderne, social et structuré. Le recul des clientélismes est temporaire mais notable. Une nouvelle génération d'hommes politiques apparaît, partiellement fondatrice du projet réformateur. Cette période se termine par la perte de souveraineté du Liban, contraint par la conférence du Caire (1969) d'accueillir les forces armées du mouvement national palestinien (1970). La dernière marque concrète de ce moment développemental réside dans le premier gouvernement de la présidence de Sleiman Frangié. Ce « gouvernement des jeunes » ou « gouvernement des technocrates » (1970-1972) fut emporté par le **retour en force du clientélisme politique**. La même année, l'armée israélienne exécutait plusieurs responsables palestiniens en plein Beyrouth, prodrome du déclenchement de la guerre, trois ans plus tard⁵.

⑤ De 1972 à 1992 : Le prélude de la guerre, son déroulement jusqu'en 1990 et le flottement qui suivit ont occupé le champ d'une génération. La question palestinienne fut le déclencheur du conflit en posant les termes violents d'un clivage entre une gauche pro-palestinienne et un camp conservateur, nationaliste et majoritairement chrétien. **Qualifier cette guerre de guerre civile, religieuse ou idéologique est toutefois une erreur grave relevant de la méconnaissance sémantique ou de l'instrumentalisation géopolitique**. Il suffit ici de rappeler le jeu des États-Unis (en particulier la stratégie définie par Henry Kissinger au début des années 1970), les invasions et occupations syrienne et israélienne, le poids de la question israélo-palestinienne, l'émergence du parti pro-iranien du Hezbollah (1982). C'est **une guerre kaléidoscope, régionale et internationale**, dans laquelle les alliances et les combats ont continuellement changé d'orientation. Les milices armées, érigées en nouvelles références politiques, y ont écrasé toute possibilité de retour à l'État de droit et à la souveraineté du pays. **Le Liban est à partir de là fragmenté et prisonnier de son statut d'État-tampon**.

¹ La référence est : Georges CORM, *Le Liban contemporain, Histoire et société*, La Découverte, Paris, 2012.

² Sur le mandat français et sa spécificité, voir les ouvrages de Gérard KHOURY dont : *Une tutelle coloniale, Le mandat français en Syrie et au Liban, Écrits politiques de Robert de Caix*, Belin, Paris, 2006.

³ Carolyn GATES, *The Merchant Republic of Lebanon. Rise of an Open Economy*, Tauris Publishers, London, 1998.

⁴ Jean-Marc FEVRET, « Les élites développementales libanaises : les acteurs d'une révolution structurelle », pp. 163-170 in *Histoire(s) de Lyon et d'ailleurs. Mélanges en l'honneur de Bruno Benoit*, Le Poutan, 2017.

⁵ Sur cette phase : Jean-Marc FEVRET, *1948-1972 : Le Liban au tournant, L'anémone pourprée*, Geuthner, Paris, 2011.

⑥ De 1992 à 2005 : La personnalité du premier ministre Rafic Hariri domine cette période. Seules deux années (1998-2000) échappent à ses orientations politico-économiques néo-libérales et pro-saoudiennes dans un pays sous tutelle syrienne jusqu'en mai 2005. La reconstruction est fondée sur : une **logique de surendettement** (explosion des bons du trésor), des opérations d'aménagement d'envergure (circonscrits à une partie de Beyrouth), un partage d'influences (entre l'Arabie saoudite, la Syrie des Assad et leur allié libanais, le Hezbollah).



L'Hôtel Phoenixia à Beyrouth. L'hôtel *Phoenixia*, construit en 1961 et restauré dans les années 1990, est un palace du bord de mer de la capitale libanaise. Il symbolise la façade américaine de Beyrouth, emblème d'un soft power états-unien fondé sur le luxe et adossé à la dollarisation de l'économie. © Photographie Jean-Marc Frevet, juin 2005.

⑦ De 2005 à 2020 : La dernière phase combine **pourrissements politique et économique**. Elle s'ouvre sur la disparition de Rafic Hariri et d'autres assassinats de personnalités critiques à l'égard du régime syrien et du Hezbollah. Ce fut le cas de l'historien et journaliste Samir Kassir. Un « printemps libanais » (l'appellation apparaît alors) se traduit par un premier mouvement populaire de masse en 2005 (le « mouvement du 14 mars »). Celui-ci réclame la fin de la domination syrienne et critique son allié, le Hezbollah. Lui répond la création d'une alliance du 8 mars, réunissant ses adversaires. Le retour de Michel Aoun au Liban en mai 2005 lui permet de constituer un mouvement qui devient la première force politique chrétienne dès les élections législatives de la même année. Quinze ans ont passé depuis, avec une guerre de 34 jours entre le Hezbollah et l'armée israélienne (2006), plusieurs temps de vacances du pouvoir exécutif, l'arrivée de 1,5 millions de réfugiés syriens depuis 2012, la découverte en 2009 de gisements d'hydrocarbures exceptionnels dans cette région. Enfin, la condition des Libanais s'est singulièrement précarisée avec, par exemple, un taux de chômage des jeunes diplômés avoisinant les 35%.

L'histoire du Liban est donc rythmée par une série de crises. Chacune d'entre-elles correspond d'abord à une confrontation entre deux camps, récurrence qui a largement annihilé un vrai pluralisme et a souvent abouti à une impasse socio-politique : clientèle britannique versus clientèle française, paysans de la montagne vs féodaux, partisans du mandat français vs nationalistes du *Destour*, nationalistes libanais vs soutiens du panarabisme, réformateurs vs conservateurs, droite nationaliste vs progressistes pro-palestiniens, pro-saoudiens vs pro-syriens, 14 mars vs 8 mars, société libanaise vs élites politiques héritées. Cette dernière crise est donc bien **une crise systémique**.

La question de la **clientélisation** est ici centrale. Elle doit être envisagée à plusieurs échelles, autant au niveau des puissances régionales (Arabie saoudite, Syrie, Iran, Israël) et internationales qu'à celui des structures socio-politiques plus ou moins anciennes (féodales, communautaires, partisans, locales, familiales). Cette clientélisation, s'est nourrie du **régime consociatif** décrit par le sociologue Antoine Messara (avec des compromis interconfessionnels et des droits et prérogatives séparés et partagés)⁶. Elle a également été renforcée par l'émergence d'un État néo-patrimonial, tel que l'économiste Albert Dagher l'a analysé⁷. Le moment développemental a transformé pendant les années 1960 les structures de l'État et élargi ses domaines d'intervention tout en faisant reculer les clientélismes traditionnels. Leur retour en puissance a été favorisé par la géopolitique régionale qui les a instrumentalisés tout en affaiblissant l'État moderne. Celui-ci leur a offert un terrain d'expansion beaucoup plus développé que par le passé.

L'historien Georges Corm, ancien ministre des finances, repère dans cette révolte un prolongement des printemps arabes, expression à laquelle il préfère celle de « mouvements libertaires arabes »⁸. Il y voit **une condamnation du « pillage économique par la nomenclatura politique »**, associée à la généralisation du **rejet des politiques néo-libérales**. Il y discerne une « **vague laïque** » dans les populations des pays arabes, « saturées par un discours religieux spécifiquement chiite dans lequel elles ne se reconnaissent pas ». Il insiste également sur la nécessité de « dé-wahhabiser l'Islam » dévoyé par la stratégie saoudienne. Il ajoute que le soutien médiatique des États-Unis à la rue libanaise est aussi une façon d'affaiblir leur ennemi iranien et son allié, le Hezbollah.

Cette crise libanaise relève bien d'un contexte politique et socio-économique. Au-delà de celui-ci, elle s'inscrit dans la **question du rapport des élites avec la société**, dans son ensemble. Là se trouve la clé d'une grande part des évolutions et des problématiques politiques contemporaines.

⁶ Antoine MESSARA, *Le Modèle politique libanais et sa survie, Essai sur la classification et l'aménagement d'un système consociatif*, UL, Beyrouth, 1983.

⁷ Albert DAGHER, « L'État et l'économie au Liban. Action gouvernementale et finances publiques de l'indépendance à 1975 », in *Cahier du CERMOOC n°12*, Beyrouth, 1995.

⁸ « Entretien avec Georges CORM », in *L'Humanité*, 29 novembre 2019, pp.14-15.